

Évolutions récentes du GSPC - « Al-Qa'ida au Maghreb islamique » : un redéploiement historique

Jean-Luc Marret

(Washington, 12 mars 2007)

Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) est depuis longtemps considéré en Europe, et en particulier en France, comme une organisation ayant des capacités opérationnelles indéniables et préoccupantes, quoique variables au gré des arrestations de part et d'autre de la Méditerranée.

L'annonce récente d'un changement d'appellation¹ – le GSPC s'appelle désormais « Al-Qa'ida au Maghreb islamique » semble peu fondamentale tant les rapprochements déclarés et opérationnels entre le GSPC et les réseaux jihadistes régionaux et internationaux sont nombreux depuis la fin des années 1990. Ce rapprochement ne se serait d'ailleurs pas fait sans discussions, voire oppositions internes, certains militants étant selon la presse algérienne davantage sensible à « l'algérianité » de leur cause. Force est cependant de constater les rapprochements substantiels du GSPC avec différents groupes salafistes-jihadistes maghrébins, ce qui accentue sa régionalisation/internationalisation concomitante :

- Le Groupe islamique des combattants marocains (GICM) – au moment où quatre de ses membres sont condamnés en appel en Belgique à plusieurs années de prison pour soutien logistique et autres activités « en gestation » (cellule de Maaseik) ; et où plusieurs auteurs des attentats de Madrid (dont certains liés à la cellule de Maaseik), en cours de jugement, sont eux aussi associés par les autorités espagnoles au GICM.
- Le groupe islamique combattant libyen, groupe qui dispose de réseaux en Europe, en particulier en Grande-Bretagne.
- Des structures salafistes-jihadistes tunisiennes.

¹ Par exemple le 11 septembre 2006.

On notera que d'un simple point de vue propagandiste, cette déclinaison du nom « d'Al-Qa'ida » au gré des théâtres ou des « terres de jihad », pourrait peut-être se répandre davantage, par exemple en Asie du Sud-Est, tant cette labellisation paraît induire des conséquences opérationnelles variées et une dramatisation accrue.

Réconciliation nationale, retour à l'activisme violent et nouvelle dissémination des réseaux

Actuellement, l'élargissement du champ d'activité du GSPC et la libération d'un grand nombre de ses militants par les autorités algériennes, dans le cadre de la concorde civile créent potentiellement une situation nouvelle très incertaine. D'abord, l'adoption par référendum de la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale », le 29 septembre 2005, à une écrasante majorité, n'empêche pas le terrorisme jihadiste de perdurer en Algérie. Il semble surtout que plusieurs individus libérés soient retournés dans les rangs du GSPC.

Ce « retour d'effectifs » accompagne au demeurant un mouvement observé depuis quelques années : la dissémination de cellules du GSPC hors d'Algérie, et même d'Europe, proportionnellement aux difficultés du GSPC à encore pouvoir tenir du terrain, comme le fait une guérilla, en Algérie. Sa présence dans le Sahara, mais aussi au Darfour ou en Irak, s'explique ainsi autant par l'efficacité des services algériens que par une sensibilité accrue des salafistes-jihadistes algériens aux « terres de jihad » à travers le monde.

Le GSPC est ainsi présent en Irak où de nombreux attentats, y compris par suicide, sont commis par des salafistes-jihadistes algériens.

Ce groupe est encore actif au Darfour, avec des effectifs sans doute moins nombreux qu'en Irak.

Il agit aussi depuis plusieurs années en Afrique sub-saharienne au point qu'il est probable que les pays membres du TSCTP (le partenariat transsahélien de lutte contre le terrorisme) vont renforcer leurs actions militaires à l'avenir, en particulier compte tenu des évolutions opérationnelles (et médiatiques) récentes du GSPC. La création par l'armée américaine d'un Commandement pour l'Afrique² va aussi dans ce sens, quoique les États-Unis refusent toujours de parler de l'établissement trop visible et formel de bases permanentes sur place.

Mais, c'est la question de l'arrivée sur le territoire de l'Union européenne de membres du GSPC récemment libérés qui pose un problème sensible aux services anti-terroristes. Les autorités algériennes ont transmis aux services français, semble-t-il à la fin de l'année 2006, une liste d'individus

² *Le regain d'intérêt américain pour l'Afrique : quelles conséquences militaires et stratégiques ?* Yves Boyer, Note de la FRS, décembre 2006.

récemment libérés (voir la « liste complète », peut-être 2 500 individus liés aux réseaux salafistes-jihadistes algériens ou, *stricto sensu*, au GSPC. Certaines sources de presse associent d'ailleurs cette mesure à l'assouplissement du régime des visas français ordinaires accordés aux citoyens algériens, une mesure qui était demandée par Alger.



(Ci-dessus, cadres du GSPC en Algérie, lieu indéterminé)

En théorie, des infiltrations sur le territoire de l'Union européenne peuvent se faire selon différents moyens :

- Des militants du GSPC (ou d'ailleurs des anciens des GIA/groupes islamiques armés) dotés d'une nationalité européenne ou d'une binationalité euro-algérienne auraient moins de problèmes particuliers pour venir ou revenir en Europe, surtout s'ils sont arrivés avant la communication de la liste algérienne et/ou s'ils n'étaient pas connus des services anti-terroristes européens.
- Des militants algériens du GSPC auraient plus de difficultés à venir en Europe, sauf à utiliser des filières d'immigration clandestine et/ou de soutien logistique, ce qui revient à poser le problème des capacités du GSPC pré-positionnées en Europe.
- L'infiltration de militants opérationnels du GSPC en Europe, ne peut pas être exclue non plus dans la mesure où elle s'est déjà produite dans le passé. En ce sens, l'amnistie en Algérie procure d'évidence un indéniable « surcroît de main-d'œuvre ». On notera, au regard des attentats de 1995 à Paris ou des nombreux exemples de démantèlement de cellule, que quelques individus peuvent suffire soit à perpétrer un attentat, soit à recruter en tant que « facilitateurs » d'autres individus légalement présents en Europe (pour simplifier, un scénario « Khaled Kelkal-1995 »). Mais cette entrée en Europe ne signifie pas obligatoirement une action immédiate, certains militants se satisfaisant de recruter ou de se pré-positionner pour le long ou moyen terme, par exemple par le biais de mariage avec des citoyennes européennes.

- Dans tous les cas, se pose le problème de la détection de ces militants à travers l'Europe. Disposer d'une liste nominative est en effet insuffisant pour les localiser. Une des principales possibilités qui subsistent est donc l'observation des structures déjà connues et associées au GSPC de près ou de loin et dont les comportements changeants pourraient être des indices manifestes ou latents d'activité irrégulière, annonciatrice de terrorisme.

Évolutions des pratiques opérationnelles du GSPC

La dissémination du GSPC et son regain d'activité sont d'ores et déjà perceptibles :

- Au-delà de l'Irak (où un fort pourcentage des combattants arrêtés est d'origine africaine et/ou maghrébine) et du Darfour, le Sahara connaît un devenir préoccupant : le GSPC y a enlevé dans le passé des touristes allemands, a voulu s'en prendre au rallye Paris-Dakar, a attaqué une base de l'armée mauritanienne (Lemghiti) et facilite aujourd'hui le recrutement et l'envoi de militants en Irak.

Au Maghreb, certaines évolutions sont aussi perceptibles et marquent indéniablement des ruptures de comportement, et en tous cas l'importation de pratiques violentes :

- L'attaque du GSPC en Algérie contre un bus transportant des employés travaillant pour un sous-traitant de la société américaine Halliburton, très présente en Irak, a une signification puissante : fait très novateur, les salafistes-jihadistes algériens n'hésitent plus, à la différence des années 1990, à s'en prendre à des intérêts américains. Une vidéo de l'attentat le 10 décembre 2006, à Bouchaoui, Algérie (débutant, ce qui est d'évidence un indice intéressant, par un discours d'Ayman Al-Zawahiri, a d'ailleurs été diffusée sur les sites Web radicaux (un mort, le chauffeur, et plusieurs blessés dont quatre Britanniques et un Américain).



(Vidéo du GSPC montrant le bus peu de temps avant l'explosion)

Cet attentat est particulièrement important. Il traduit en particulier une prise en compte par le GSPC de cibles nouvelles (non-algériennes ou

françaises), associées au secteur énergétique algérien – ce qui était une cible « tabou » pendant la guerre civile des années 1990. La retransmission en vidéo sur le Web paraît être un indice de l'importation en Algérie de pratiques de médiatisations plus spécifiques aux réseaux jihadistes internationaux. L'attaque postérieure d'un autre bus, transportant cette fois-ci des employés d'origine russe, confirme cette évolution du ciblage.

- Les explosions redondantes de plusieurs véhicules piégés en Algérie (peut-être déclenchés à distance par téléphone cellulaire ?), dans les Wilayates de Tizi Ouzou et de Boumerdès, dans la nuit du 12 au 13 février 2006, indiquent là encore une innovation par importation d'une pratique étrangère. Déjà à la fin d'octobre 2006, des véhicules piégés avaient explosé à Alger à proximité d'installations des services de sécurité locaux.
- De leur côté, les forces tunisiennes ont récemment démantelé par la force, et semble-t-il en deux fois, une cellule opérationnelle de 27 individus, majoritairement ou uniquement tunisiens, les 23 décembre 2006 et 3 janvier 2007. L'implication du GSPC est avérée dès les premiers stades de la formation de la cellule ; les militants opérationnels étaient dotés d'armements (RPG et Kalachnikov), pour s'en prendre vraisemblablement à des ambassades anglo-saxonnes présentes à Tunis.
- Ces évolutions surviennent tandis que plusieurs réseaux sont démantelés et que l'arrestation de radicaux algériens en Europe est toujours une constante.

Conclusions

Le GSPC tend désormais à devenir une « organisation ombrelle » aux pratiques opérationnelles importées et aux objectifs à la fois nationaux (renverser le régime algérien actuel), régionaux (le Maghreb) et internationaux. Au final, la situation actuelle paraît être la suivante :

- Un afflux de militants fraîchement libérés, dont une partie du GSPC a facilité la réintégration dans la clandestinité et le radicalisme.
- L'importation de pratiques opérationnelles nouvelles.
- Une sensibilité accrue du groupe à la fois aux réseaux jihadistes internationaux et aux terres de jihad environnantes : Darfour, Irak, Europe, en particulier la France, dont l'occurrence connaît une augmentation dans la prose jihadiste récente ; et Afrique subsaharienne (quitte à entraîner sur place des réactions bédouines opposées).
- Une régionalisation dans le Maghreb, ce qui entraîne des tensions sur le devenir des régimes marocains et tunisiens (en ce sens, l'arrestation à la mi-février 2007 d'islamistes appartenant à l'association Al-Adl wal-Ihsane, dans la région de Laroui à l'est du Maroc, en vertu d'une « porosité de lien »

avec le terrorisme international, est un symptôme manifeste de tensions et de craintes d'attentat).

- Les capacités opérationnelles du GSPC paraissent très évidentes en Europe. Cette situation, associée à l'importation observable de pratiques opérationnelles de « spectaculatisation », peut en théorie faire craindre la survenue d'événements pénibles. En ce sens, tout événement médiatique majeur peut, en raison du précédent des attentats de Madrid et de la tentative contre la coupe du monde de football en 1998, induire des vellétés d'action terroriste.
- Paradoxalement, au final, l'Algérie se trouve ainsi face à une situation internationalisée car partagée par ses partenaires.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.